

ROYAUME DE BELGIQUE

AVIS 38.113/2

DE LA SECTION DE LÉGISLATION DU CONSEIL D'ÉTAT

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Président de la Chambre des représentants, le 4 février 2005, d'une demande d'avis, dans un délai de cinq jours ouvrables, sur des amendements au projet de loi "instaurant une cotisation d'égalisation pour les pensions" (Doc. parl., Chambre, session 2004-2005, n° 51 1444/004), a donné le 9 février 2005 l'avis suivant :

Suivant l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, inséré par la loi du 4 août 1996, et remplacé par la loi du 2 avril 2003, la demande d'avis doit spécialement indiquer les motifs qui en justifient le caractère urgent.

La lettre s'exprime en ces termes :

"L'urgence est motivée par le fait qu'un conflit d'intérêts a été soulevé par le Parlement flamand en ce qui concerne le projet de loi sus-mentionné et que l'avis peut être de nature à clarifier la concertation entamée à ce sujet et soumise à délai."

*
* *

Selon le rapport du 1^{er} février 2005 sur la procédure de conflit d'intérêts et sur la concertation entre la délégation de la Chambre des représentants et la délégation du Parlement flamand ⁽¹⁾ :

"Par lettre du 24 novembre 2004, le président du Parlement flamand a transmis au président de la Chambre le texte de la motion adoptée le même jour, relative au conflit d'intérêt soulevé par le Parlement flamand concernant le projet de loi instaurant une cotisation d'égalisation pour les pensions.

Cette motion a été communiquée le 26 novembre 2004 aux membres de la Chambre, avant que la commission des Affaires sociales n'ait clôturé la discussion du projet concerné.

Au cours de sa réunion du 30 novembre 2004, la commission a adopté le projet inchangé; son rapport a été déposé le 10 décembre 2004 (DOC 51 1444/3) ⁽²⁾. Par lettre du 13 décembre 2004, le président de la Chambre a transmis le rapport au président du Parlement flamand en lui proposant d'organiser la concertation visée à l'article 32, §§ 1^{bis} et 1^{ter} de la loi ordinaire du 9 août 1980 de réformes institutionnelles, modifié par la loi du 16 juin 1989 et par la loi spéciale du 7 mai 1989.

(...)

⁽¹⁾ Doc. parl., Chambre, DOC 51-1444/005.

⁽²⁾ Ce dépôt a déclenché la procédure de suspension de 60 jours prévue par l'article 32, § 1^{er}ter, alinéa 1^{er}, de la loi ordinaire du 9 août 1980 de réformes institutionnelles.

La concertation du 18 janvier 2005 s'est déroulée sous la présidence conjointe de MM. Herman De Croo et Norbert De Batselier .

(...)

M. Herman De Croo (VLD), président de la Chambre, rappelle les rétroactes du conflit d'intérêts tels que décrits ci-dessus ainsi que la procédure qui fera suite à la présente concertation, à savoir, soit renvoi du conflit d'intérêts au Sénat au cas où la concertation ne se conclurait pas par un accord, soit constatation par le Parlement flamand qu'il peut être mis fin au conflit d'intérêt à la suite d'une modification du projet faisant l'objet du litige.

(...)

M. Herman De Croo, président de la chambre communique les précisions suivantes :

- la concertation a pour objet de constater l'existence ou l'absence d'un accord susceptible de rencontrer les objections soulevées dans le cadre du conflit d'intérêt;
- le rapport de la concertation est communiqué à la Chambre avant l'expiration du délai de 60 jours précité;
- dans le cadre de précédents conflits d'intérêt, lorsque la concertation entre la délégation de la Chambre et la délégation de l'assemblée qui avait soulevé le conflit d'intérêt avait abouti à un accord, le projet litigieux avait été renvoyé à la commission compétente qui avait adopté un amendement;
- au cas où le projet litigieux est amendé, l'assemblée qui a soulevé le conflit d'intérêt dispose d'un délai de 15 jours pour se prononcer sur le maintien du conflit d'intérêt;
- lorsque la concertation ne se conclut pas sur un accord, le litige est porté devant le Sénat, qui donne dans les 30 jours un avis motivé au Comité de concertation institué par l'article 31 de la loi ordinaire du 9 août 1980 de réformes institutionnelles.

(...)

V. - CONCLUSIONS

M. Herman De Croo constate que la concertation n'a pu conduire à un accord et portera le litige devant le Sénat, appelé à donner dans les 30 jours un avis au Comité de concertation institué par l'article 31 de la loi ordinaire du 9 août 1980 de réformes institutionnelles.

M. Norbert de Batselier déclare que, conformément à l'article 32, § 1^{er} *quater* de la loi ordinaire du 9 août 1980 de réformes institutionnelles, le Parlement flamand transmettra le dossier au Sénat pour suite utile."

.../...

Ce document fait clairement apparaître, qu'au moment même du dépôt des amendements ⁽³⁾, la procédure de concertation sur le conflit d'intérêt avait été clôturée sur un constat de désaccord et que le Parlement flamand devait transmettre le dossier au Sénat en application de l'article 32, § 1^{er} *quater*, de la loi ordinaire du 9 août 1980 de réformes institutionnelles.

Dans cette mesure, il n'appartient pas au Conseil d'État de donner un avis "de nature à clarifier la concertation entamée à ce sujet", laquelle est à ce jour terminée.

Le Conseil d'État rappelle que, s'agissant d'une procédure en cours de conflit d'intérêts portant sur un "projet de loi instaurant une cotisation d'égalisation sur les pensions", les conditions et les modalités particulières selon lesquelles son avis motivé peut être sollicité au stade actuel de la procédure sont fixées à l'article 32, § 6, de la loi ordinaire du 9 août 1980, précitée.

Selon cette disposition :

"§ 6. Le Gouvernement, le comité de concertation visé à l'article 31, un Exécutif de Communauté ou de Région ou le collège réuni peut demander à la section de législation du Conseil d'État, siégeant dans la composition prescrite par l'article 85bis des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973, de donner dans un délai de cinq jours ouvrables au sens de l'article 84, § 2, alinéa 1^{er}, des lois coordonnées sur le conseil d'État un avis motivé sur le point de savoir si le conflit soumis au comité de concertation en application des §§ 1^{er} à 3 inclus est ou non exempt d'un conflit de compétence.

Lorsque, selon l'avis de la section de législation, il y a conflit de compétence, la procédure devant le comité de concertation est définitivement clôturée."

La présente demande d'avis est, dès lors, irrecevable.

⁽³⁾ Lesquels ont été déposés après le dépôt du rapport du 1^{er} février 2005 sur la procédure de conflit d'intérêt (Doc. parl., Chambre, DOC 51-1444/004).

La chambre était composée de

Messieurs	Y. KREINS,	président de chambre,
	J. JAUMOTTE,	conseillers d'État,
Mesdames	M. BAGUET,	
	B. VIGNERON,	greffier.

Le rapport a été rédigé par M. P. RONVAUX, auditeur adjoint.

LE GREFFIER,

LE PRÉSIDENT,

B. VIGNERON

Y. KREINS

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 38.113/2

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 4 februari 2005 door de Voorzitter van de Kamer van volksvertegenwoordigers verzocht hem, binnen een termijn van vijf werkdagen, van advies te dienen over amendementen bij het ontwerp van wet "houdende invoering van een egalisatiebijdrage voor pensioenen" (Parl. St., Kamer, zitting 2004-2005, nr. 51 1444/004) , heeft op 9 februari 2005 het volgende advies gegeven :

Volgens artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, ingevoegd bij de wet van 4 augustus 1996 en vervangen bij de wet van 2 april 2003, moeten in de adviesaanvraag in het bijzonder de redenen worden aangegeven tot staving van het spoedeisende karakter ervan.

In het onderhavige geval luidt de motivering in de brief als volgt:

"De hoogdringendheid is gemotiveerd door het feit dat omtrent hogergenoemd wetsontwerp een belangenconflict werd ingeroepen door het Vlaams Parlement en het advies van aard kan zijn meer duidelijkheid te bieden voor het aan termijnen onderworpen overleg dat werd aangevat".

*
* *

Het verslag d.d. 1 februari 2005 betreffende de procedure van belangenconflict en over het overleg tussen de afvaardiging van de Kamer van volksvertegenwoordigers en de afvaardiging van het Vlaams Parlement ⁽¹⁾ luidt als volgt:

"De voorzitter van het Vlaams Parlement heeft bij brief van 24 november 2004 aan de voorzitter van de Kamer de tekst overgezonden van een diezelfde dag aangenomen motie betreffende het door het Vlaams Parlement opgeworpen belangconflict met betrekking tot het wetsontwerp houdende invoering van een egalisatiebijdrage voor pensioenen.

Die motie werd op 26 november 2004 ter hand gesteld van de kamerleden, nog vóór de commissie voor de Sociale Zaken de bespreking van het betrokken wetsontwerp had afgerond.

De commissie heeft het wetsontwerp tijdens haar vergadering van 30 november 2004 ongewijzigd goedgekeurd; ze heeft op 10 december 2004 haar verslag neergelegd (DOC 51 1444/003) ⁽²⁾. De voorzitter van de Kamer heeft bij brief van 13 december 2004 het verslag overgezonden aan de voorzitter van het Vlaams Parlement en hem voorgesteld het overleg te organiseren dat bedoeld is in artikel 32, §§ 1bis en 1ter van de gewone wet van 9 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, gewijzigd bij de wet van 16 juni 1989 en de bijzondere wet van 7 mei 1989.

(...)

⁽¹⁾ Gedr. St., Kamer, DOC 51-1444/005.

⁽²⁾ Door de indiening van dat verslag is de procedure van schorsing gedurende 60 dagen ingezet waarin artikel 32, § 1ter, eerste lid, van de gewone wet van 9 augustus 1980 tot hervorming der instellingen voorziet.

Het overleg van 18 januari 2005 vond plaats onder het gezamenlijke voorzitterschap van de heer Herman De Croo en de heer Norbert De Batselier.

(...)

De heer Herman De Croo (VLD), voorzitter van de Kamer, herinnert aan de hierboven beschreven retroacta betreffende het belangenconflict en aan de procedure ingevolge dit overleg. Ofwel wordt met name het belangenconflict naar de Senaat verwezen – mocht het overleg niet tot een akkoord leiden –, ofwel constateert het Vlaams Parlement dat het betwiste wetsontwerp werd gewijzigd en dat derhalve het belangenconflict kan worden beëindigd.

(...)

... geeft de heer Herman De Croo, voorzitter van de Kamer, de volgende preciseringen:

- het overleg heeft tot doel vast te stellen of er al dan niet een akkoord is dat een antwoord kan bieden op de bezwaren die in het kader van het belangenconflict zijn opgeworpen;
- het verslag aangaande het overleg wordt, vóór het verstrijken van voormelde termijn van 60 dagen, aan de Kamer bezorgd;
- wanneer, bij vorige belangenconflicten, een akkoord was voortgekomen uit het overleg tussen de delegatie van de Kamer en de delegatie van de assemblee die het belangenconflict had opgeworpen, werd het betwiste ontwerp teruggezonden naar de bevoegde commissie die een amendement had goedgekeurd;
- indien het betwiste ontwerp wordt geamendeerd, beschikt de assemblee die een belangenconflict heeft ingeroepen over een termijn van 15 dagen om zich uit te spreken over de instandhouding van dat conflict;
- wanneer het overleg niet tot een akkoord leidt, wordt het conflict aanhangig gemaakt voor de Senaat, die binnen 30 dagen een gemotiveerd advies uitbrengt aan het bij artikel 31 van de gewone wet van 9 augustus 1980 tot hervorming der instellingen opgerichte Overlegcomité.

(...)

V. - CONCLUSIES

De heer Herman De Croo stelt vast dat het overleg niet tot een akkoord heeft geleid; het geschil zal nu worden voorgelegd aan de Senaat. Die moet binnen 30 dagen een advies verstrekken aan het Overlegcomité dat is ingesteld bij artikel 31 van de gewone wet van 9 augustus 1980 tot hervorming der instellingen.

De heer Norbert De Batselier verklaart dat het Vlaams Parlement het dossier, conform artikel 32, §1^{quater} van gewone wet van 9 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, voor verder gevolg zal verzenden aan de Senaat".

Uit dit stuk blijkt duidelijk dat, op het moment zelf waarop de amendementen ingediend zijn ⁽³⁾, de overlegprocedure betreffende het belangenconflict afgesloten was door de vaststelling dat geen akkoord was bereikt en dat het Vlaams Parlement het dossier aan de Senaat zou verzenden met toepassing van artikel 32, § 1^{quater}, van de gewone wet van 9 augustus 1980 tot hervorming der instellingen.

Daardoor staat het niet aan de Raad van State om een advies uit te brengen dat "van aard kan zijn meer duidelijkheid te bieden voor het ... overleg dat werd aangevat", aangezien dat overleg thans beëindigd is.

De Raad van State herinnert eraan dat, aangezien het gaat om een lopende procedure betreffende een belangenconflict over een "wetsontwerp houdende invoering van een egalisatiebijdrage voor pensioenen", de voorwaarden en de bijzondere regels volgens welke zijn gemotiveerde advies bij de huidige stand van de procedure kan worden ingewonnen, bepaald zijn in artikel 32, § 6, van de voormelde gewone wet van 9 augustus 1980.

Deze bepaling luidt als volgt:

"§ 6. De Regering, het in artikel 31 bedoeld Overlegcomité, een Executieve van een Gemeenschap of een Gewest of het Verenigd College kan de afdeling wetgeving van de Raad van State, zitting houdend in de samenstelling voorgeschreven door artikel 85bis van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, verzoeken om binnen een termijn van vijf werkdagen, in de zin van artikel 84, § 2, eerste lid, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State een gemotiveerd advies uit te brengen over de vraag of het met toepassing van de §§ 1 tot en met 3 aan het Overlegcomité voorgelegde conflict al dan niet vrij is van een bevoegdheidsconflict.

Indien er, volgens het advies van de afdeling wetgeving, een bevoegdheidsconflict is, wordt de procedure in het Overlegcomité definitief afgesloten."

Deze adviesaanvraag is bijgevolg niet-ontvankelijk.

⁽³⁾ Deze amendementen zijn ingediend na de indiening van het verslag d.d. 1 februari 2005 over de procedure van het belangenconflict (Gedr. St., Kamer, DOC 51-1444/004).

De kamer was samengesteld uit

de Heren	Y. KREINS,	kamervoorzitter,
	J. JAUMOTTE,	staatsraden,
Mevrouwen	M. BAGUET,	
	B. VIGNERON,	griffier.

Het verslag werd opgesteld door de H. P. RONVAUX, adjunct-auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J. JAUMOTTE.

DE GRIFFIER,

DE VOORZITTER,

B. VIGNERON

Y. KREINS